

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-045

DU 28 JANVIER 2022

JEUNESSE ET PROMESSE RÉPUBLICAINE FONCTIONNEMENT - 1ER RAPPORT POUR 2022

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités locales notamment l'article L 4221-1 du CGCT ;

VU la délibération n° CR 100-16 du 22 septembre 2016 modifiée relative au soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100.000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-093 du 18 mai 2017 modifiée relative à la politique de la ville renouvelée ;

VU la délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 « région Ile-de-France, Région solidaire », portant adoption du dispositif « Soutien régional aux réseaux solidaires et têtes de réseau » ;

VU la délibération n° CP 2019-150 du 22 mai 2019 relative au soutien régional à la citoyenneté, à la vie associative et à la jeunesse ;

VU la délibération n° CP 2020-203 du 1er juillet 2020 relative à la lutte contre les discriminations et les violences faites aux femmes et aux enfants, citoyenneté, vie associative et soutien aux quartiers populaires ;

VU la délibération n° CP 2020-449 du 18 novembre 2020 relative au soutien régional aux quartiers populaires et aux territoires ruraux affectations 2020 ;

VU la délibération n° CP 2021-054 du 21 janvier 2021 relatif aux discriminations, aux violences faites aux femmes et aux enfants, à l'égalité femmes-hommes, au Centre Hubertine Auclert et aux quartiers populaires et citoyenneté ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2021-243 du 22 juillet 2021 relative à la lutte contre les discriminations, citoyenneté, vie associative et quartiers populaires ;

VU la délibération n° CP 2021-434 du 19 novembre 2021 relative au soutien régional aux radios locales et à la lutte contre les discriminations et à l'égalité femmes-hommes, à la citoyenneté et au chanté Nwel en Île-de-France ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission de la jeunesse, de la promesse républicaine et de l'insertion professionnelle ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-045 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'attribuer au Centre Hubertine Auclert, Centre francilien pour l'égalité femmes/hommes, une première affectation de la subvention de fonctionnement inscrite au budget 2022.

Affecte une autorisation d'engagement de **595 000 €** disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200509 « Centre de ressources Egalité Femmes/Hommes – ORVF » du budget 2022.

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien régional de lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes », au financement de l'association FLAG dans le cadre de la troisième année d'un partenariat renforcé, pour la mise en place d'un projet détaillé en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 25 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature par le bénéficiaire d'un avenant à la convention de partenariat adoptée par délibération n° CP N°2020-203 du 27 mai 2020, présenté en annexe 1 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Accorde à l'association FLAG, une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un stagiaire au titre de la subvention proposée dans la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de **25 000 €**, disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200504 « Lutte contre les discriminations » du budget 2022.

Article 3 :

Décide de participer, au titre des dispositifs « Soutien régional aux réseaux solidaires et têtes de réseaux » et « Soutien régional aux quartiers populaires et aux territoires ruraux », dans le cadre de la 3^{ème} année du partenariat renforcé avec le Centre d'information et de documentation jeunesse (CIDJ), au financement des projets détaillés en annexe à la présente délibération, par l'attribution de deux subventions d'un montant total de **150 000 €**.

Approuve l'avenant n°2 à la convention de partenariat renforcé avec le CIDJ adoptée par délibération n° CP 2019-150 du 22 mai 2019, tel que présenté en annexe 2 à la présente délibération.

Subordonne le versement des subventions à la signature par le bénéficiaire de l'avenant

n°2 et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **100 000 €**, disponible sur le chapitre 934 « Développement social et santé », code fonctionnel 040 « Services communs », programme HP 40-001 « Développement de la vie associative », action 14000101 « Soutien aux réseaux solidaires, associations et bénévolat » du budget 2022.

Affecte une autorisation d'engagement de **50 000 €**, disponible sur le chapitre 935 « Aménagement du territoire », sous-fonction 51 « Politique de la ville », programme HP-51-003 « Actions Politique de la Ville », action 15100308 « Actions en faveur des quartiers populaires » du budget 2022.

Article 4 :

Décide de participer au titre du dispositif de « soutien régional aux quartiers populaires et aux territoires ruraux » dans le cadre d'un partenariat renforcé et d'une réaffectation, au financement de 2 projets dont les projets sont détaillés en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **15 000 €**.

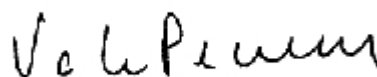
Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une annexe financière conforme à l'annexe financière type approuvée lors de la CP 2021-243 du 22 juillet 2021, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **15 000 €** disponible sur le chapitre 935 « Aménagement du territoire », code fonctionnel 51 « Politique de la ville », programme HP-51-003 « Actions Politique de la Ville », action 15100308 « Actions Politique de la Ville » du budget 2022.

Article 5 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, dans le cadre de démarrage anticipé de projets, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 28 janvier 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 28 janvier 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-Imc1134014-DE-1-1) et affichage ou notification le 28 janvier 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Partenariat renforcé lutte contre les discriminations

AVENANT
**Au titre du Soutien Régional en faveur de la lutte contre les discriminations et pour
l'égalité entre les femmes et les hommes**

Avenant n°2 (année 3)
à la convention N° 2020-203-03 (dossier n°20004429)
entre la Région Ile-de-France et FLAG
Dossier 21010805

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen sur Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N°CP2022-045 du 28 janvier 2022,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **FLAG**
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 494954050 00022
Code APE : 94.99Z
dont le siège social est situé au : 206 QUAI DE VALMY 75010 PARIS
ayant pour représentant Monsieur Johan CAVIROT, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR100-16 modifiée du 22 septembre 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 modifiée, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Par le présent avenant, conformément à la délibération n° CP 2022-045 du 28 janvier 2022, le montant maximum de la subvention pour la 3^{ème} année du programme triennal s'élève à **25 000,00 €** représentant **49,02 %** de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **51 000,00 €**.

La subvention constitue un plafond. Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution effectivement justifié par application du taux de subvention indiqué ci-dessus.

Le plan de financement prévisionnel, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » du présent avenant.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification à l'organisme.

Le commencement d'exécution est réputé constitué par le premier acte juridique passé pour la réalisation de la troisième année de programme subventionné.

Il expire au plus tard après mandatement du solde de la subvention ou, à défaut, à l'expiration des délais de caducité figurant à l'article 3.1 de la convention initiale.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 4 : MODIFICATIONS DES TERMES DE LA CONVENTION INITIALE

Toutes les stipulations de la convention triennale non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

ARTICLE 5 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale adoptée par délibération CP N°2020-203 du 1^{er} juillet 2020, l'avenant n°1 adopté par délibération n°CP 2021-054 du 21 janvier 2021, le présent avenant et les annexes dénommées « fiche projet ».

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Ouen sur Seine,

Le

Pour le bénéficiaire

(signature et cachet)

Le

Pour la Région Ile-de-France,
Pour la Présidente du Conseil Régional,

DOSSIER N° 21010805 - Lutte contre les LGBTPhobies - Année 3 (PROGRAMME TRIENNAL)

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)

Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	51 000,00 € TTC	49,02 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FLAG

Adresse administrative : 206 QUAI DE VALMY
75010 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Johan CAVIROT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : lutter contre les LGBTPhobies

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2021 - 30 octobre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

Le projet vise à poursuivre le développement de plusieurs actions de lutte contre les LGBTPhobies et d'accompagnement des victimes de discriminations portées par l'association FLAG! parmi lesquelles :

1/ Pérenniser, améliorer et faire davantage connaître l'application mobile et le site internet "FLAG!" pour le signalement des LGBTphobies, sérophobies et violences conjugales au sein des couples LGBT. Ces signalements permettront également de dresser une cartographie des violences LGBTophobes sur le territoire francilien. Un accompagnement sera proposé à la victime suite à son signalement.

2/ Déploiement du projet "En lieu sûr" au siège de la Région Ile de France. Le projet consiste à identifier des lieux publics partenaires (magasin, commissariat, mairie, bibliothèque, etc ...) affichant un stickers "En lieu sûr". Le stickers permet à une victime de LGBTphobies dans la rue de savoir qu'elle peut aller demander de l'aide sans risque d'être jugée/maltraitée en particulier en cas d'agression LGBTphobes.

3/ Sensibiliser les forces de sûreté intérieure aux LGBTphobies et à la prise en charge des victimes (affichage dans les commissariats/gendarmeries, des écoles dans le cadre de la formation initiale, ...)

4/ Procurer un accompagnement juridique aux victimes tout au long de la chaîne pénale, notamment via des entretiens individuels.

5/ Sensibiliser le grand public, notamment dans le cadre de la journée mondiale de lutte contre l'homophobie et dans le cadre de la journée mondiale de lutte contre le sida ou via des campagnes d'affichages ou sur les réseaux sociaux.

6/ Accompagner les politiques publiques de lutte contre les LGBTphobies en participant aux différents groupes de travaux ou observatoires (Paris, Lyon, Bordeaux) mais également dans le cadre des réunions institutionnelles (DILCRAH, DDD, Ministère, ...). Sur la base des signalements de l'application FLAG !, en partenariat avec la Fondation Jean Jaurès, un rapport sociologique sera produit en début d'année suivante. Les évolutions d'année en année seront soulignées.

Le bénéficiaire bénéficie d'une dérogation exceptionnelle à l'obligation de recrutement de stagiaires.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures d'entretien - petit équipement	4 000,00	7,84%
Fournitures administratives	2 000,00	3,92%
Contrats prestations de services avec des entreprises	28 000,00	54,90%
Locations	1 800,00	3,53%
Frais de formation	1 000,00	1,96%
Frais de colloques et séminaires	2 000,00	3,92%
Publicité, publications, relations publiques	4 000,00	7,84%
Fêtes, cérémonies, foire et exposition	1 000,00	1,96%
Catalogues, imprimés, publications	2 000,00	3,92%
Transports, déplacements et missions	2 200,00	4,31%
Frais postaux et frais de télécommunications	3 000,00	5,88%
Total	51 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de l'intérieur, Justice	5 000,00	9,80%
Région Ile-de-France	25 000,00	49,02%
Commune de Paris	18 000,00	35,29%
Fonds privés	3 000,00	5,88%
Total	51 000,00	100,00%

Annexe 2 - Partenariat renforcé avec le CIDJ

**AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT RENFORCE
ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE
ET LE CENTRE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION JEUNESSE
(CIDJ)**

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2022-045 du 28 janvier 2022,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : CIDJ CENTRE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION JEUNESSE
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 775685605 00013
Code APE : 94.99Z
dont le siège social est situé au 6-8, rue Oudiné, 75013 Paris,
représenté par sa Présidente, Madame Marie RICHARD,
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

Après avoir rappelé :

La délibération n° CR 2017-093 du 18 mai 2017 relative au soutien à la politique de la ville, modifiée par délibérations n° CP 2019-075 du 19 mars 2019 et n° CP 2021-205 du 1^{er} avril 2021 ;

La délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 relative au rapport cadre « Région Île-de-France, Région solidaire », adoptant le dispositif de soutien régional aux réseaux solidaires et têtes de réseaux ;

Le bénéficiaire a sollicité la Région Île-de-France afin d'obtenir son soutien financier au titre de la troisième année de la convention de partenariat renforcé approuvée initialement par délibération n° CP2019-150 du 22 mai 2019 au titre des deux dispositifs susmentionnés.

La volonté de la Région Île-de-France de renforcer le partenariat avec le CIDJ pour l'information des jeunes :

- Action 1 – Partenariat renforcé pour l'information des jeunes (dans le cadre du dispositif « Soutien régional aux réseaux solidaires et têtes de réseaux » adopté par délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 relative à la Région Ile-de-France, Région solidaire, au titre des partenariats renforcés) - référence dossier n° 21008448 ;
- Action 2 – Organisation du forum « Cet été, je taffe » (dans le cadre du dispositif « Soutien aux quartiers populaires et aux territoires ruraux » adopté par délibération n° CR 2017-93 du 18 mai 2017 délibérations n° CP 2019-075 du 19 mars 2019 et n° CP 2021-205 du 1^{er} avril 2021) - référence dossier n° 21008727 ;

L'attribution par la Région de subventions et leur versement dans le cadre de ces dispositifs et de ce partenariat se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021, et des conditions qui suivent.

L'article 4 de la convention de partenariat prévoit que les années 2 et 3 du programme pluriannuel doivent obligatoirement faire l'objet de la signature d'avenants qui fixeront les montants des subventions de l'action N+1 ou N+2 validés par la commission permanente.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Conformément à la délibération n° CP 2022-045 du 28 janvier 2022, la Région Ile-de-France a décidé d'accorder les subventions suivantes au CIDJ, pour les 2 opérations détaillées dans les annexes dénommées « fiches-projets » du présent avenant :

- pour la mise en œuvre de l'action 1 « Partenariat renforcé pour l'information des jeunes », dans le cadre du dispositif « Soutien régional aux réseaux solidaires et têtes de réseaux » adopté par délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 relative à la Région Ile-de-France, Région solidaire : **29,59 %** de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **338.024 €** ; soit un montant maximum de subvention de **100.000 €**.

- pour la mise en œuvre de l'action 2 « Cet été, je taffe », dans le cadre du dispositif « Soutien aux quartiers populaires et aux territoires ruraux » adopté par délibération n° CR 2017-93 du 18 mai 2017 modifiée par délibérations n° CP 2019-075 du 19 mars 2019 et n°CP 2021-205 du 1^{er} avril 2021 : **46,04 %** de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **108.597,02 €** ; soit un montant maximum de subvention de **50.000 €**.

La subvention constitue un plafond. Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution effectivement justifié par application du taux de subvention indiqué ci-dessus.

Les plans de financement prévisionnels des opérations, précisant les montants HT et/ou TTC, sont détaillés dans les annexes dénommées « fiches-projets » du présent avenant.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale des subventions pour l'année 3 des actions au bénéficiaire, à savoir le **28 janvier 2022**.

Le commencement d'exécution est réputé constitué par le premier acte juridique passé pour la réalisation de la troisième année de programme subventionné.

Il expire au plus tard après mandatement du solde des subventions ou, à défaut, à l'expiration des délais de caducité figurant à l'article 3.1 de la convention initiale.

ARTICLE 3 : MODIFICATIONS DES TERMES DE LA CONVENTION INITIALE

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

ARTICLE 4 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale adoptée par délibération n° CP 2019-150 du 22 mai 2019, l'avenant n°1 adopté par la délibération n° CP 2020-203 du 1^{er} juillet 2020, le présent avenant et les annexes dénommées « fiches-projets ».

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Ouen-sur-Seine,

Le / /

Le bénéficiaire
CIDJ CENTRE D'INFORMATION ET DE
DOCUMENTATION JEUNESSE
Madame Marie RICHARD, Présidente

(signature et cachet)

Le / /

Pour la Présidente de la région Ile-de-France
Madame Valérie PECRESSE

Et par délégation,

DOSSIER N° 21008448 - PARTENARIAT RENFORCE POUR L'INFORMATION DES JEUNES - ANNEE 3

Dispositif : Soutien régional aux réseaux solidaires et têtes de réseaux, et pour la structuration de la vie associative et du bénévolat (n° 00001121)

Délibération Cadre : CR 2018-024 du 03/07/2018

Imputation budgétaire : 934-40-6574-140001-300

Action : 14000101- Soutien aux réseaux solidaires, associations et bénévolat

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux réseaux solidaires et têtes de réseaux, et pour la structuration de la vie associative et du bénévolat	338 024,00 € HT	29,59 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIDJ CENTRE D'INFORMATION
ET DE DOCUMENTATION
JEUNESSE
Adresse administrative : 6-8 RUE OUDINE
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie RICHARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : partenariat renforcé pour l'information des jeunes - année 3

Dates prévisionnelles : 1 juin 2021 - 31 mai 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

Le projet se décline en 3 volets :

I- MOBIL'JEUNES : ACCUEIL DES ETUDIANTS ULTRAMARINS

Depuis 2019, le CIDJ accueille et informe les jeunes Ultramarins arrivés en Ile-de-France pour y faire leurs études, afin de faciliter leur accès à l'information et aux droits et faciliter leur insertion.

Le projet se déroule en 2 phases :

- Préparation au départ

En mai, les centres d'Information jeunesse d'outre-mer, relais du CIDJ et de la Région Ile-de-

France, présentent Mobil'jeunes pour faciliter la construction du projet de mobilité vers la métropole ;

- Accompagnement du CIDJ

A partir d'octobre, accompagnement individualisé des jeunes par les conseillers du CIDJ, ponctué de temps d'échanges - notamment des ateliers thématiques (techniques de recherche d'emploi) - et de partage entre pairs.

Le partenariat avec les associations ultramarines (Jeunesse Outre-Mer, Réseau Média Jeune, Sciences po) est renforcé pour favoriser une meilleure connaissance de Mobil'jeunes. Dans le même esprit, il est prévu de mobiliser et d'animer une communauté via les réseaux sociaux. Enfin, l'accent est mis sur le volet collectif du projet.

II - ORGANISATION DU FORUM DES SOLUTIONS POUR LA RENTREE

De nombreux jeunes se retrouvent sans projet à chaque rentrée. L'alternance propose à la fois un diplôme du CAP au Bac+5 et un emploi, et constitue une solution, si elle est bien préparée.

Le forum Des solutions pour la rentrée propose divers espaces :

- Alternance : information sur l'apprentissage, les aides associées, offres de formation en alternance non pourvues ;
- Techniques de recherche d'emploi : conseil CV, lettre de motivation, démarche de recherche ;
- Orientation : accompagnement au projet d'orientation, accès aux ressources métiers et formations ;
- Mobilité : dispositifs et aides à la mobilité internationale pour étudier, travailler, réaliser un volontariat, etc ;
- Engagement : présentation du service civique, organisation d'un service civique dating avec offres à pourvoir.

III – RENCONTRES METIERS DU NUMERIQUE

Le CIDJ propose aux jeunes « gamers » ayant décroché ou en risque de décrochage, des rencontres autour des métiers du numérique en utilisant les jeux vidéo pour leur ouvrir des opportunités de formation, emploi, acquisition de nouvelles compétences. Une compétition de jeux vidéo constitue le point d'ancrage du projet.

Plusieurs rencontres métiers seront organisées sur l'année en format conférence pour favoriser la participation des jeunes via les tchats (questions, interactions, prise de parole écrite et anonyme) : Femmes et numérique / codage / jeu vidéo / cinéma d'animation / Intelligence Artificielle. Elles permettront d'accompagner les jeunes dans la construction de leur projet d'orientation et de les informer sur une filière métier, via la rencontre et l'échange avec des professionnels du secteur.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

📍 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	15 470,00	4,58%
Prestations de service	17 000,00	5,03%
Locations	17 000,00	5,03%
Publicité, publications, relations publiques	7 000,00	2,07%
Transports, déplacement	1 700,00	0,50%
Rémunération des personnels	176 008,00	52,07%
Charges sociales	103 846,00	30,72%
Total	338 024,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	238 024,00	70,41%
Région Ile-de-France	100 000,00	29,59%
Total	338 024,00	100,00%

DOSSIER N° 21008727 - FORUM "CET ETE, JE TAFTE" - ANNEE 3

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)

Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300

Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	108 597,02 € HT	46,04 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIDJ CENTRE D'INFORMATION
ET DE DOCUMENTATION
JEUNESSE
Adresse administrative : 6-8 RUE OUDINE
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie RICHARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du forum Cet été, je taffe - année 3

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2021 - 1 juillet 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

Décrocher un emploi d'été pour acquérir une première expérience professionnelle et un complément financier est un enjeu important, notamment pour les jeunes sans réseau et ceux issus des quartiers populaires. Le Forum Cet été, je taffe !, organisé au printemps, regroupe des entreprises (entre 40 et 50) qui proposent aux jeunes Franciliens des offres d'emploi d'été. Son objectif est double :

- Provoquer des liens entre les jeunes et les entreprises (une place toute particulière est faite aux entreprises qui n'exigent pas d'expérience mais misent sur les motivations et l'intérêt du jeune).
- Accompagner le jeune en amont, lever les freins pour qu'il soit plus en confiance pendant l'entretien avec l'entreprise : 1 mois avant l'événement, le CIDJ et le réseau Info Jeunesse Ile-de-France proposent, sur le site www.jobs-ete.com, des conseils pratiques / des vidéos et pastilles pour rédiger CV, lettre de motivation, réussir ses entretiens et ses premiers pas dans l'entreprise / comment trouver un job à l'étranger / des bons plans pour l'été.

Après une édition 100% digitale en 2021, une continuité numérique est souhaitée pour 2022 sur le volet préparation. Une journée en présentiel conclura le forum pour permettre la tenue des entretiens directs entre jeunes et entreprises.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Contrats prestations de services avec des entreprises	27 800,00	25,60%
Locations	35 200,00	32,41%
Publicité, publications, relations publiques	5 000,00	4,60%
Rémunérations du personnel	25 718,28	23,68%
Charges sociales et Frais de personnel	14 878,74	13,70%
Total	108 597,02	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	58 597,02	53,96%
Région Ile-de-France	50 000,00	46,04%
Total	108 597,02	100,00%

Annexe 3 - Fiches projets partenariat renforcé et réaffectation quartiers populaires et territoires ruraux

DOSSIER N° 21010966 - Sport de proximité : sports urbains dans les quartiers populaires d'Île-de-France

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)

Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300

Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	50 000,00 € TTC	20,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HUMANITARIA

Adresse administrative : 6 SQUARE DU BERRY
91300 MASSY

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Abdessamad ZERQI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : développer le sport de proximité : sports urbains dans les quartiers populaires d'Île-de-France

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

L'association Humanitaria développe depuis plusieurs années des actions de proximité autour des pratiques et des sports urbains, ancrées sur les territoires et appuyées par un réseau d'acteurs locaux, notamment dans les quartiers populaires franciliens.

Dans ce projet « Sport de proximité », le sport est utilisé comme outil d'intervention auprès des jeunes fragilisés afin de créer du lien social. Il s'agira de les capter, de créer progressivement une relation de confiance et de proximité avec les jeunes et de favoriser la socialisation et le lien entre les habitants et les jeunes de quartiers.

Sur chaque territoire sera développée une démarche concertée d'animation et d'intervention au plus près du public, l'association rencontrant au préalable les acteurs de proximité dans le but d'adapter son action aux besoins spécifiques identifiés par le tissu local.

Elle proposera un large panel d'activités sportives, dont certaines fraîchement intronisées aux Jeux

olympiques, dans une programmation innovante sous forme d'animations sportives gratuites en pied d'immeuble et sur les terrains de proximité en direction des 11-20 ans et des jeunes adultes des quartiers d'Île-de-France.

Les activités supports qui pourront être utilisées dans le cadre du projet "Sport Proximité" seront les suivantes : foot freestyle, art du déplacement, double dutch, escalade, street workout, breakdance, danse afro.

La structure mobilisera ses propres moyens et éducateurs sportifs, ainsi que son réseau issu du collectif freestyle, un collectif regroupant de nombreuses associations sur le territoire.

Fraichement labélisée « Impact 2024 », l'association va pouvoir intégrer de nouveaux réseaux et ainsi pouvoir proposer ses interventions de sport de proximité de manière exponentielle.

À travers cette démarche apportant une plus-value aux initiatives locales, l'association souhaite rompre la sédentarité et l'oisiveté, faire baisser les tensions et violences interquartiers, et encourager la pratique féminine, au plus proche des publics considérés comme discriminés en étant capable de répondre à plusieurs priorités.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2021

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	2 150,00	4,30%
Locations	4 150,00	8,30%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	15 855,00	31,71%
Publicité, publications, relations publiques	1 400,00	2,80%
Transports, déplacements, missions	1 800,00	3,60%
Frais de personnel	24 645,00	49,29%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	20,00%
Subvention État (attribuée) Impact 2024	20 000,00	40,00%
Subvention Département (attribuée) Seine-Saint-Denis	10 000,00	20,00%
Subvention État (attribuée) Préfecture de Paris	10 000,00	20,00%
Total	50 000,00	100,00%

DOSSIER N° 22001680 - Court métrage Bobines de la ville - Acte 5 : Inégalités et ville - Réaffectation

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)

Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017

Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300

Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	27 000,00 € TTC	18,52 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DES CRIS DES VILLES

Adresse administrative : 23 RUE DU DOCTEUR POTAIN
75019 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Salomé DELMOTTE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en oeuvre du projet de court métrage Bobines de la ville - Acte 5 : Inégalités et ville - Réaffectation

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2020 - 31 octobre 2021

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Une subvention (AV EX053237) de 5 000 € a été allouée à cette opération par délibération CP 2020-449 du 18 novembre 2020. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation au démarrage anticipé.

Description :

« Les Bobines de la ville » est un projet de création de court-métrage pédagogique sur les questions urbaines à destination des enfants et des jeunes franciliens, notamment des quartiers populaires.

Cette année, le projet se concentrera sur les Inégalités et Villes et notamment sur la question des inégalités entre les femmes et les hommes (in)visibles dans la ville et dans les transports en commun.

L'association souhaite créer ainsi des capsules vidéo grâce à la mise en place 20 ateliers pour réaliser 4 courts-métrages avec à chaque fois :

- un atelier d'introduction autour des inégalités entre les femmes et les hommes et pour permettre aux participants de s'exprimer sur le sujet en s'appuyant notamment sur leur vécu (une attention sera apportée pour faciliter et sécuriser les prises de parole en veillant à une bienveillance dans les échanges)
- un atelier de formation technique à la vidéo et à la prise de son
- 2 ateliers de théâtre forum pour travailler le contenu
- 1 atelier de tournage.

Ces ateliers auront lieu avec des jeunes venant de différents quartiers franciliens : Bagneux, Pantin, Saint-Germain en Laye, le Val-d'Oise ou encore des 19e et 20e arrondissements parisiens.

L'objectif est de créer des espaces sains et sécurisés pour que des jeunes filles échangent sur leur vécu de l'espace public et des transports en commun en tant que femmes.

La structure souhaite ainsi sensibiliser les jeunes aux inégalités et discriminations femmes-hommes pour qu'ils débattent et proposent des solutions globales et locales à celles-ci. Cette action est l'occasion de créer des supports pédagogiques accessibles à tous afin de lutter contre le harcèlement dans l'espace public et les transports et permettre au plus grand nombre de savoir comment (ré)agir lorsqu'il ou elle est témoin ou victime d'une agression ou de harcèlement.

La présente opération a fait l'objet, par délibération CP 2020-449 du 18 novembre 2020, d'un soutien régional à hauteur de 5 000 €. La subvention est devenue caduque. La fiche vise à réaffecter la subvention avec des modalités financières identiques à celles initiales.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS
- PARIS
- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
- BAGNEUX
- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2021

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures d'entretien - petit équipement	1 500,00	5,56%
Fournitures administratives	300,00	1,11%
Locations (loyers bureaux)	1 710,00	6,33%
Documentation générale et technique	100,00	0,37%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	500,00	1,85%
Publicité, publications, relations publiques, communication	3,00	0,01%
Catalogues, imprimés, publications	4,00	0,01%
Transports, déplacements, missions	1 300,00	4,81%
Frais postaux et frais de télécommunications	200,00	0,74%
Frais de personnel	21 383,00	79,20%
Total	27 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	5 000,00	18,52%
Subvention État (attribuée) CGET et DRJCS	6 000,00	22,22%
Subvention Département (attribuée) 75	2 000,00	7,41%
Subvention Commune (attribuée) Paris	1 000,00	3,70%
Subvention Organismes sociaux (attribuée) CAF	5 000,00	18,52%
Subvention Aides privées (sollicitée)	4 000,00	14,81%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	4 000,00	14,81%
Total	27 000,00	100,00%